



## **La France en crise, ou comment concilier croissance et solidarité territoriale**

**Deborah Galimberti**

**Recensé :** Laurent Davezies. 2012. *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*. Paris : Seuil.

*Entre « égalité territoriale » et « efficacité économique », que faut-il choisir ? Est-il préférable de délaissier les territoires en crise pour mieux promouvoir les grandes métropoles ? Faut-il soutenir les régions en déclin ou, au contraire, aider leurs populations à les quitter ? Retour critique sur le nouvel ouvrage, attendu et médiatisé, de Laurent Davezies.*

Dans son livre précédent, Laurent Davezies (2008) nous révélait les mécanismes porteurs de la dissociation entre croissance (production de richesse) et développement (social et démographique). L'image du contour méditerranéen du Sud-Ouest, la Floride française, synthétisait bien tout l'intérêt de son analyse pour la compréhension des phénomènes de développement et de croissance des territoires. Contre toute attente<sup>1</sup>, les métropoles françaises apparaissaient comme les « perdantes » de la mondialisation. Dans son nouvel ouvrage, *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, l'auteur renverse ses conclusions. En abordant la question épineuse des effets des crises en cours (celle des *subprimes* de 2008 et des dettes souveraines de 2011), il affirme qu'à l'avenir la distribution des revenus sera de plus en plus liée à la création de richesse et profitera donc aux territoires dynamiques, notamment métropolitains. La fracture entre ces territoires et ceux qui ont bénéficié, d'une part, de l'effet protecteur des dépenses publiques et, d'autre part, des gains de l'économie de la consommation, va donc s'accroître. C'est en partant de ce constat que l'auteur nous donne les clés pour comprendre cette nouvelle carte de la France à travers une analyse concise, claire et enrichie par de nombreuses évidences statistiques.

### **Une France à plusieurs vitesses orpheline de la « magie keynésienne »**

Les deux crises de 2008 et 2011 ont fait émerger ce que l'auteur désigne comme la nouvelle fracture territoriale, à savoir un processus lent mais progressif de fragmentation. L'auteur nous présente l'image d'une France à plusieurs vitesses, selon quatre idéaux-types : la France des métropoles « marchande dynamique », la France du Sud-Ouest « non marchande dynamique » du fait des revenus issus de la consommation touristique et résidentielle, la France « marchande en difficulté », comprenant les territoires touchés par l'infléchissement de l'industrie, et enfin la France « non marchande en difficulté » sans base économique solide et fortement dépendante des dépenses publiques.

---

<sup>1</sup> Dans son précédent ouvrage, L. Davezies proposait un regard inédit vis-à-vis de la perspective dominante de la nouvelle géographie économique (NEG), expliquant le développement local et la concentration des firmes par les mécanismes de coûts de transactions et d'externalités territoriales, qui profitent, entre d'autres, aux territoires métropolitains.

Cette nouvelle géographie des territoires français résulte de l'impact des deux crises de 2008 et 2011 dont les caractères et la portée différenciés sont l'objet des deux premiers chapitres. Comme l'auteur tient à le préciser, la crise financière de 2008 a été davantage une crise de la production : la valeur ajoutée des nombreux secteurs s'est en effet effondrée dans presque tous les pays occidentaux. Cependant, la France a été relativement épargnée<sup>2</sup> : la baisse du PIB n'a pas été accompagnée par un recul de la consommation des ménages, ni par une réduction de la masse salariale. La « couette » du *welfare* français, fondée sur l'emploi public et la consommation, a limité le contrecoup. Pourtant, l'auteur nous montre que ces mécanismes, s'ils ont permis une certaine cohésion sociale, ont joué de façon asymétrique en fonction des territoires. Ce sont en effet les zones industrielles en déclin du Nord-Est (et sans métropoles), ainsi que celles situées le long de ladite « diagonale du vide »<sup>3</sup>, qui ont le plus souffert.

Pour étayer sa thèse, L. Davezies dégage des données statistiques tout à fait stimulantes, photographie d'une France de plus en plus différenciée. La crise se caractérise ainsi par une forte dimension de genre : ce sont les hommes qui ont davantage été touchés (350 000 pertes d'emplois masculines contre 30 000 féminines entre 2007 et 2009). Les territoires concentrant cette population des « petits blancs », agriculteurs, artisans et ouvriers se reflètent sur la carte du vote FN, et suscitent par conséquent des interrogations majeures sur l'intégration de ces classes populaires dans un projet politique. À ce propos, la crise en cours ne fait que nourrir les inquiétudes sur le futur de ces territoires sans base économique solide et/ou projets de reconversion à l'horizon, mais regroupant ensemble 20 % de la population française. La crise de la dette souveraine, qui explose en 2011, implique, en effet, une réorganisation de l'appareil des amortisseurs publics qui ont jusqu'à présent contribué à protéger ces populations, en assurant une redistribution régulière de revenus.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur nous décrit la fin, lente mais inexorable, de ce modèle de développement fondé sur la consommation et non sur la production de la valeur, qui s'est maintenu grâce à l'expansion de la dépense publique et à l'augmentation de la dette. Si, comme l'auteur le souligne, l'endettement n'est pas un monstre à combattre à tout prix sous les coups de fouets des politiques d'austérité fiscale, une révision des dépenses publiques semble s'imposer comme condition *sine qua non* pour redonner du souffle à l'économie française. Par conséquent, les boucliers, qui, bien que d'une manière inégale, ont jusqu'à présent fonctionné, risquent d'en sortir profondément transformés. Ils démontrent déjà des signes de faiblesse. Par exemple, l'effet assuré par l'emploi public, qui *in primis* a contribué à contrebalancer la faible croissance de la production privé, s'amenuise progressivement. Les territoires non dynamiques et fortement dépendants des dépenses publiques risquent donc d'être touchés à double titre : le plus net ralentissement de la croissance s'additionne à un effet atténué des amortisseurs. La fracture territoriale « existe bel et bien », affirme Laurent Davezies. En même temps, l'auteur prend ses distances avec les scénarios catastrophiques d'une France fortement inégale. Les inégalités des revenus entre territoires n'ont fait que baisser depuis les années 1980 et, comme il le rappelle, les effets péréquateurs des transferts interrégionaux ont été trop souvent sous-estimés. Pourtant, avec la crise, c'est l'idée même d'égalité territoriale qui est remise en cause, ainsi que sa justification au nom de la croissance.

### **« Jobs to people » ou « people to jobs » ? De nouveaux arbitrages entre croissance et solidarité**

Dans le troisième chapitre du livre, au titre évocateur (« La croissance contre l'égalité territoriale »), l'auteur questionne nos cadres d'analyse concernant la notion d'égalité territoriale. Est-ce que cette révision des politiques publiques se traduira par l'obligation de choisir inévitablement entre la cohésion territoriale et la compétitivité économique ? En faisant l'hypothèse

<sup>2</sup> Entre 2007 et 2009 le PIB français a reculé de 2,5 %, contre une moyenne OCDE de 3,1 %, avec des données encore plus sévères en Grande-Bretagne (-5 %), Allemagne (-4 %), Italie (-6,3 %).

<sup>3</sup> Le terme « diagonale du vide » introduit par la DATAR est utilisé pour indiquer une bande de territoires s'étirant du Sud-Ouest (Landes) au Nord-Est (Ardennes) et incluant des zones à faible densité de population.

qu'une « vraie » métropolisation se produira dans les prochaines années, L. Davezies ne dessine pas, pour autant, une France dominée par les métropoles et la fragmentation sociale ou territoriale. Les aires non marchandes mais dynamiques, ainsi que certaines villes à tradition industrielle du Nord-Est (Lille, Nancy, etc.), pourront enchaîner des processus de développement alternatifs (dépassant la seule sphère touristique) et de redressement productif. Ces scénarios dépendent de l'adoption d'une vision moins centralisée de l'économie et de la solidarité. L'une des idées centrales du livre renvoie justement à la place des ressources territoriales : « les grandes questions économiques et sociales ne se développent pas hors sol, en surplombant nos territoires ; elles émanent largement d'eux » (p. 9). Une fois ce constat posé, l'auteur s'interroge sur la façon d'intervenir pour soutenir ces mécanismes de régulation territoriale. Autrement dit : faut-il aider les lieux en crise (au travers d'actions de sauvetage) ou, à l'inverse, aider les gens à quitter ces aires en panne? (« *people to jobs or jobs to people?* », p. 96). Pour l'auteur, il ne s'agit pas de trancher la question, mais plutôt d'allier de manière intelligente et pragmatique les différentes solutions possibles. Il suggère donc, d'une part, d'inciter la mobilité, en soutenant les mécanismes spontanés de migration vers des aires qui peuvent mener une contre-attaque productive, et, d'autre part, de favoriser les reconversions industrielles.

La question des aides aux territoires ou aux populations fait écho à des travaux d'autres économistes, sensibles à la dimension spatiale de la croissance et de la cohésion sociale (Barca *et al.* 2012). Ils ont ainsi souligné qu'un changement de perspective devait s'opérer pour repenser le développement et la solidarité à partir des territoires et des ressources que ces derniers (même les plus délaissés) peuvent mobiliser (Gilli et Desforges 2012). En faisant appel à un renouvellement de nos cadres d'analyse, Laurent Davezies rentre au cœur du débat, en suggérant des pistes, qui mériteraient, pourtant, des approfondissements ultérieurs. C'est l'une des limites majeures de ce travail. Le livre contribue largement à écarter les idées reçues sur les effets des crises en cours. Par contre, il se révèle moins incisif en ce qui concerne les recettes possibles permettant d'assurer un développement équitable, au-delà de l'incitation à la mobilité géographique et aux mécanismes horizontaux de solidarité interterritoriale, qui ne sont qu'effleurés dans l'ouvrage. Nous nous attendions à des propositions plus audacieuses sur les nouveaux arbitrages entre croissance et solidarité. D'abord, sans le dire explicitement, l'auteur semble pencher pour une solution d'aide aux populations, plutôt que d'aide aux territoires. Il s'agit d'un choix affectant profondément les référentiels consolidés sur le sujet, et qui, par conséquent, aurait mérité plus de clarté. De surcroît, ces arbitrages questionnent le rôle des acteurs engagés dans les domaines des politiques publiques susceptibles d'influencer des nouvelles pistes de développement (transports, aménagement, logement, etc.). Qui seront les acteurs (nationaux, locaux, politiques et non) qui devront se faire les porteurs de ce changement ?

Ce dernier point nous amène à nous arrêter brièvement sur le thème du renouvellement des réflexions théoriques suscité par le livre. Un débat à notre avis fructueux pourrait naître du dialogue entre les évidences territoriales que L. Davezies nous livre et les travaux récents de sociologie économique et de l'économie politique, interrogeant les évolutions des rapports entre économie et société en Europe (Burroni *et al.* 2012). Ces limites ne portent cependant pas atteinte à la grande qualité de l'analyse. Elles sont une invitation à approfondir les nombreux thèmes abordés par l'auteur. Le travail de Laurent Davezies apparaît clairement comme une contribution stimulante, dont la portée va bien au-delà du champ de l'économie géographique. Il est une base précieuse pour amorcer un dialogue interdisciplinaire sur une question centrale, la relation entre croissance et égalité territoriale qui reste à construire.

## **Bibliographie**

- Barca, F., McCann, P., et Rodríguez-Pose, A. 2012. « The case for regional intervention: place-based versus place-neutral approaches », *Journal of Regional Science*, vol. 52, n° 1, p. 134-152.
- Burroni, L., Keune, M., et Meardi, G. (dir.). 2012. *Economy and Society in Europe: A Relationship in Crisis*, Cheltenham : Edward Elgar.
- Davezies, L. 2008. *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Paris : Seuil.
- Marc Desforges et Frédéric Gilli, « Les boucles locales d'innovation : la démocratie pour reterritorialiser la mondialisation ? », *Métropolitiques*, 11 juin. Consulté le 1<sup>er</sup> mars 2013, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-boucles-locales-d-innovation.html>.

**Deborah Galimberti** est doctorante en science politique au laboratoire Triangle (UMR 5206 ; université de Saint-Étienne Jean Monnet, université de Lyon). Elle achève une thèse intitulée *Le territoire compétitif : variétés de régulations et politiques de développement économique dans les régions urbaines de Lyon et Milan*. Elle vient de participer au projet Institutional Capacity for Territorial Development (INSTED), ESPON 2013. Elle est animatrice du laboratoire junior de l'École normale supérieure de Lyon « Sciences sociales de l'urbain ».

Sa page personnelle : <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article1695>.

### **Pour citer cet article :**

Deborah Galimberti, « La France en crise, ou comment concilier croissance et solidarité territoriale », *Métropolitiques*, 4 mars 2013. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-France-en-crise-ou-comment.html>.